

L'Union de la police autrichienne se rebelle contre les mesures de Corona - Les policiers contre l'ordonnance sur les masques



« Nos policiers ne sont pas des serfs du gouvernement fédéral noir-vert », a expliqué le chef du syndicat de police AUF, Werner Herbert. Le syndicat ne veut pas que la police devienne l'homme de main des « lois anticonstitutionnelles et de dépassement » du gouvernement.

6 novembre 2020 - Wochenblick.at - Traduction Roger Burkhardt

De plus en plus de policiers prennent position contre les décrets arbitraires du gouvernement, qui est actuellement censé les exécuter. [Ce n'est que récemment que Wochenblick a parlé à une courageuse policière.](#) Même le [Comité d'action des indépendantistes et des combattants de la liberté \(AUF\)](#) ne veut plus voir les policiers utilisés comme «informateurs» du gouvernement : «Nos policiers exercent leur métier avec cœur et âme et n'ont pas choisi ce travail souvent pénible pour espionner la population dans leurs appartements, maisons et jardins.»

Se sentir comme dans les années 30

L'AUF critique le fait que «l'invasion des chambres privées afin d'espionner les habitudes de vie des personnes qui y vivent» est une mesure inconstitutionnelle. Mais c'est exactement ce que le gouvernement exige de la police. Werner Herbert se souvient des années 1930 totalitaires dans les actions du gouvernement : «Ces temps auraient dû rester dans les années 1930 et non en 2020».

Les policiers veulent lutter contre la vraie criminalité

Vous devenez policier pour lutter contre la criminalité et protéger les habitants de notre pays, a déclaré le syndicat de la police. Contrairement à cette intention, les policiers autrichiens doivent maintenant appliquer des restrictions de sortie et «espionner la population».

AUF : la police abusée pour des lois douteuses

Herbert localise un abus de la police par un «gouvernement fédéral animé par une peur claustrophobe». Il ne devrait pas être permis que «le ministre de l'intérieur Nehammer abuse de notre police pour des lois et règlements douteux dont la légalité sera une fois de plus inconstitutionnelle».